

Déclaration de Marie-Thérèse BODO au nom du SNUEP au CTA du 14/01/2014

Monsieur le Recteur,

Après 10 années de suppressions de postes de professeurs de lycée professionnel, nous pensions que les 7,5 emplois supplémentaires créés pour la rentrée 2013, allaient marquer un changement de politique et interrompre la destruction de l'enseignement professionnel public qui avait été organisée par les précédents gouvernants.

Ceci est déplorable et consternant. Les professeurs de lycée professionnel ont déjà payé un lourd tribut, en effet, plus de 220 emplois ont été supprimés sur les huit dernières années soit plus de 25% de l'effectif global de l'Académie de Limoges.

Pire, si on analyse de plus près ce document et celui du CTA de janvier 2013, on s'aperçoit que vos services ont sous-estimé le nombre d'élèves pour la rentrée 2013 de 140 élèves et c'est ce qui risque de se répéter pour la rentrée 2014.

De plus, nous dénonçons le montage de transformation de 13 postes en HSA d'autant plus surprenant que si on regarde bien l'enveloppe des HSA pour les lycées professionnels, il y a aussi une baisse de 106 heures par rapport à l'année dernière ; en vérité, ce ne sont pas 7,4 postes mais la valeur de 13,5 postes qui seront supprimés en prenant en compte la baisse des HSA.

Ces chiffres montrent bien les dégradations nouvelles en termes d'emplois et d'encadrement que va subir l'enseignement professionnel ; la casse et la-fragilisation des lycées professionnels se poursuivent et s'amplifieront à la prochaine rentrée.

Quant à la carte des formations, était-il utile de mobiliser autant d'énergie dans les établissements scolaires pour leur demander de faire des propositions, autant de temps aux divers partenaires sociaux et élus pour une seule ouverture à l'intitulé pour le moins curieux et plus qu'inquiétant : « Un partenariat avec un CFA » privé pour un CAP destiné aux élèves provenant prioritairement de SEGPA, jamais évoqué lors des conseils d'administration du lycée Cassin. Souhaitez-vous à nouveau mettre le feu aux poudres dans cet établissement ?

En ce qui concerne les ajustements de capacités en seconde, nous constatons qu'une fois de plus, elles vont dans le mauvais sens. Pour les capacités en terminales, nous osons espérer que les moyens seront affectés à la hauteur des effectifs.

Pour terminer Monsieur le Recteur, alors que les organisations syndicales en particulier le SNUEP-FSU qui les représentent au Ministère expliquent depuis des années que le CCF est nocif aussi bien pour les élèves que pour les conditions de travail des enseignants, au moment où le Ministre commence à entendre ces revendications, vous décidez, vous, sans consulter les enseignants que les élèves de terminales Bac pro qui ont échoué à la certification intermédiaire devront la repasser en CCF ! Quel bel exemple de dialogue social !

Vous comprendrez, Monsieur le Recteur, la profonde colère des enseignants de LP face aux mesures que vous annoncez. Si elles se confirmaient, cela montrerait que vous vous placez dans la lignée de vos prédécesseurs, continuant leur œuvre comme fossoyeur de l'enseignement professionnel.

Pourtant, la lutte contre le décrochage scolaire, la réussite pour les élèves qui souhaitent une formation professionnelle passe par une véritable reconnaissance de l'enseignement professionnel public.

Les chiffres sont formels : nous accueillons et formons les élèves en difficultés scolaire, les élèves issus des milieux défavorisés, les élèves dont les familles sont déstructurées. Fragiliser l'enseignement professionnel c'est accentuer la fracture sociale et creuser encore l'inégalité scolaire.

Nous espérons que comme nous, vous souhaitez la réussite de tous les jeunes.

Pour nous prouver qu'il y a eu une rupture avec les politiques précédentes, des propositions plus favorables à l'enseignement professionnel sont indispensables.